

Pour offrir le poste à un Téké comme lui

Laurent Nguetsara aurait-il fait virer Célestin Embinga ?

Sauf à vouloir faire semblant, le limogeage de l'ancien DG de la DGI et son remplacement par un Téké, fût-il compétent, est sans conteste une manœuvre des puissants réseaux de cette ethnie pour récupérer « leur bien ». Du coup, les supputations vont bon train et une très probable dénonciation ouverte de la « goinfrerie des Téké pour les postes » par les autres composantes du Haut-Ogooué n'est pas à exclure. Ali Bongo est-il conscient du danger qui menace cette province ?

Auguste Bala

Disons-le tout net, Célestin Embinga a commis une faute très grave : régler, au nom de l'Etat, des comptes à ceux qui ont osé évoquer sa supposée interpellation au B2 doublée de ses liens étroits avec Léon Paul Ngoulakia pour fomenter un coup d'Etat. Il n'en fallait pas plus pour que « celui qui a été nourri au biberon du déni des règles de droit par le système Bongo-PDG » réagisse comme il a l'habitude de faire : « débarquer avec un impressionnant arsenal pour arrêter les coupables ».

Ce fait est-il nouveau ? « Pas du tout », fait observer un proche de Jean de Dieu Ndoutoume-Eyi, directeur de publication du journal *Ezombolo*. A l'époque, Marc Ona Essangui, membre de la société civile, expliquait : « Les agents sont venus, ce mardi 05 mai 2015, à bord d'une petite voiture blanche. Deux se sont rendus au domicile du journaliste quand d'autres attendaient à la route. Jean de Dieu a été saisi à son salon, tôt le matin, alors qu'il corrigeait ses articles, tandis que sa femme était encore couchée. On l'a escorté jusque dans la chambre pour s'habiller. Le tout devant sa femme, qui était encore allongée ». Constat : entre la méthode utilisée par Célestin Embinga et celle d'Ernest Mpouho

(ministre de la Défense de l'époque - ndlr), où est la différence ?

Justement, il y a une énorme différence, susurrent de nombreux observateurs. Mpouho est Téké, donc non coupable « de violations manifestes des lois et règlements applicables aux procédures judiciaires et aux libertés fondamentales », et l'autre, Embinga, est Obamba, automatiquement coupable d'avoir commis une grave faute. Logique, « le discrédit préjudiciable à ses missions » d'un service de la République avancé par le ministre de l'Intérieur n'a pas le même sens pour tout le monde.

Loin de nous la volonté de défendre le désormais tristement célèbre Célestin Embinga, nous voulons, au nom de ce Gabon commun, poser des problèmes de fond par rapport à cet appétit gargantuesque des Téké à accaparer tous les postes au détriment des notions élémentaires de partage. Rassurez-vous, nous n'avons nullement l'intention de livrer à la vindicte populaire un groupe ethnique, mais notre devoir de vigie de la société gabonaise nous oblige à aborder tous les problèmes sans tabou. C'est là l'une de nos raisons d'être. Parce qu'une société qui excelle dans l'hypocrisie est vouée à l'implosion. Du coup, une fois ceci dit, allons-y



Embinga est-il victime d'un machiavélique complot ?

pour la démonstration !

Nos frères Téké doivent comprendre que le Gabon appartient à tous les Gabonais. Leur appétit gargantuesque pour l'argent, le matériel, le pouvoir et la volonté de dominer les autres... doit prendre fin pour éviter leur stigmatisation systématique

En interpellant les journalistes de notre confrère *Echos du Nord*, indiquent plusieurs sources concordantes, Célestin Embinga voulait savoir s'il était oui ou non victime d'une conspiration qui visait à le

démettre de ses fonctions. Et bingo ! A travers plusieurs recoupements, Célestin Embinga avait le fin mot de l'histoire. Vrai ou faux, le nom de Laurent Nguetsara aurait été cité comme l'auteur de la machination contre le général Embinga. Pourquoi, parce que, souligne une source proche de François Banga Eboumi, ancien secrétaire général du Conseil national de sécurité, « Laurent Nguetsara insupportait très mal que deux accidents surviennent successivement au sein de son bébé, le Cédoc. Car, depuis sa création, ce service est exclusivement tenu par les Téké : Assélé, Ossiali Ongaye, Nguetsara, Ofoulhast-Othamo, Michel Andjembe. Paul Mondjo Boukila et Célestin Embinga ne sont que des accidents de la logique nominative

de la maison. De ce fait, il fallait impérativement trouver une solution à ce crime de lèse-majesté. Et c'est désormais chose faite. Avec la nomination d'un Téké, les choses sont revenues à la normale ».

Questions : Célestin Embinga a-t-il été limogé parce qu'il a découvert l'auteur de la conspiration ? Doit-on désormais croire que le Gabon, sous les Bongo, est devenu, comme par enchantement, un Etat de droit ? Est-il vrai que les puissants réseaux téké se réunissent pour récupérer leur poste ? Laurent Nguetsara a-t-il filé l'information à *Echos du Nord* pour pousser Célestin Embinga à la faute ?

Au-delà des questions, il faut revenir à un constat terriblement dévastateur pour notre vivre-ensemble. Rien ni personne ne peut nier à nos compatriotes téké la faculté d'être des professionnels du commérage, de détenir le don exceptionnel de fouiller jusque dans les lits des Gabonais pour savoir ce qui s'y dit... mais de là à « verrouiller » complètement le système de « surveillance des Gabonais » par une même ethnie relève d'une volonté de dénier aux autres groupements ethniques des compétences en la matière. Tenez ! Et là prenez vos mouchoirs et pleurons ensemble sur le cercueil de l'Etat-Nation. Si non, comment admettre que Lilian Layigui (responsable de la Paf aéroport), Laurent Nguetsara (responsable du CNS) et Paul Katoua Soumangha (DG Cédoc) soient

tous originaires d'un seul village, Obia ?

Est-ce vraiment républicain d'agir ainsi, s'interroge, avec du recul, une source proche de Lambert-Noël Matha. Parce que, indique notre interlocuteur, après avoir limogé Célestin Embinga le mercredi 09 novembre, le ministre de l'Intérieur aurait festoyé chez lui avec certaines personnes triées sur le volet. Francis Mbou, général de police, aurait été aperçu à cette manifestation et tout indiquait qu'il allait prendre le Cédoc. Et puis, patatras, vrai ou faux, Lambert-Noël Matha aurait été roulé dans la farine par Laurent Nguetsara puisque « son camarade de classe » n'a pas obtenu « le poste ».

Voilà l'histoire d'une Nation qui se ment constamment à elle-même. Si plusieurs personnes se réjouissent du limogeage de Célestin Embinga pour abus d'autorité, d'autres estiment que nos frères Téké doivent se faire violence et comprendre que le Gabon appartient à tous les Gabonais. Leur appétit gargantuesque (pour l'argent, le matériel, le pouvoir et la volonté de dominer les autres...) doit prendre fin pour éviter leur stigmatisation systématique.

Enfin, seuls devant leur propre conscience (s'ils en ont une), ils doivent se ressaisir et devenir, simplement, des Gabonais et non des Gabonais à qui le Gabon doit tout. Vous en pensez quoi ?

Crise post-électorale/Tournée politique d'Alexandre Barro Chambrier